

# Que peut et que doit mesurer le PIB ?

Le produit intérieur brut mesure la création de valeur de l'économie d'un pays. On ne lui en demande pas plus et les critiques à son encontre sont donc souvent hors sujet.

*Ronald Indergand, Felicitas Kemeny*

**Abrégé** Le produit intérieur brut (PIB) reste le meilleur indicateur de la création de valeur de l'économie d'un pays – quoi qu'on en dise. Y intégrer le travail bénévole et d'autres valeurs non monétaires le rendrait plus difficile à mesurer et réduirait sa valeur informative. L'existence de nouvelles offres numériques gratuites n'enlève rien à la validité de ses principes fondamentaux, y compris dans un monde en pleine révolution numérique. Depuis que le PIB existe, il n'a jamais été question d'en faire un indicateur exhaustif du bien-être, bien qu'il soit étroitement lié à certains de ces aspects. La politique économique accorde donc à juste titre une grande importance au PIB dans la plupart des pays, tout en tenant compte de nombreuses autres données.

**L**e produit intérieur brut (PIB) est critiqué depuis des décennies. On entend souvent qu'il est obsolète et ne mesure pas les bonnes valeurs. Ou que par sa faute, les politiques se concentrent sur l'économie, ignorant à tort les questions d'inégalité de répartition et de durabilité ainsi que d'autres prestations clés de l'économie et de la société.

Que penser de ces critiques ? Le PIB comme indicateur du développement socio-économique a-t-il vécu ? Non : il reste le meilleur indicateur de création de valeur macro-économique en permettant les comparaisons internationales. La question se pose plutôt de savoir ce que peut et ce que doit mesurer le PIB.

Le PIB peut se mesurer selon trois approches, qui doivent toutes aboutir au même résultat. L'approche dite « de la production » mesure la production macro-économique d'une région : elle calcule la production de biens et de services en ôtant les intrants nécessaires à la production. L'approche « de l'utilisation » considère quant à elle l'utilisation de la création de valeur, pour consommer ou investir, notamment. Enfin, l'approche « de la répartition » mesure comment l'utilité correspondante est répartie au sein de l'économie, la principale rubrique étant la

rémunération des employés. Pour calculer le PIB, la comptabilité nationale recense donc plusieurs fois chaque transaction, au niveau de la production, de l'utilisation et de la répartition (voir *illustration*, p. 8).

Pour additionner les différents biens et services (du pain au chocolat à la prothèse de hanche en passant par la coupe de cheveux ou le conseil fiscal), il faut trouver une unité commune adaptée. Le PIB se fonde sur les prix du marché. Ceux-ci fournissent en effet des informations objectivement observables quant à la contre-valeur des différents biens et services économiques et permettent d'agréger de manière cohérente la totalité de la création de valeur macroéconomique.

## Travail ou loisirs ?

À l'inverse, le fait de se concentrer sur le prix du marché implique que le travail non rémunéré (tâches domestiques, bénévolat, etc.) n'est pas pris en compte dans le PIB. Ce n'est pas sans raison : il est souvent difficile de faire la distinction entre le travail non rémunéré au sens étroit et les activités de loisirs qui ont une utilité intrinsèque sans rétribution monétaire. Ainsi, s'occuper de son jardin sera un travail pénible pour certains, mais un délassément pour d'autres.

Or, si les loisirs non rémunérés sont pris en compte dans le PIB, ne serait-il pas logique d'y inclure également la discussion avec le voisin devant les boîtes aux lettres, la promenade à vélo jusqu'au lac et toutes les activités qui procurent une satisfaction ou ont une utilité ? Un indicateur aussi exhaustif serait arbitraire (que doit-on prendre en compte ou exclure ?). Il est en outre difficile de quantifier la valeur monétaire du travail non rémunéré ou d'un loisir, puisqu'il n'y a par essence pas



Le secteur industriel représente environ un quart du PIB suisse. Une salle de test de turbines de l'entreprise Man, à Zurich.





de prix, de salaire ou de chiffre d'affaires à prendre en compte. Il faudrait donc évaluer leur valeur en se fondant sur des hypothèses, ce qui implique une certaine subjectivité.

Indépendamment de ces difficultés de définition et de mesure, le fait de tenir compte du travail non rémunéré pourrait avoir des effets considérables sur la valeur informative de la comptabilité nationale. Prenons un exemple : un employé perd son travail et s'occupe désormais lui-même de ses enfants au lieu de les mettre à la crèche. Dans les faits, le revenu du foyer diminue, car l'assurance-chômage ne compense que partiellement le salaire. Si l'on décidait d'inclure la garde des enfants par leur père au niveau de la production dans le PIB, il faudrait aussi inscrire le gain fictif correspondant sous la rubrique du revenu. D'un point de vue purement comptable, le revenu disponible du foyer pourrait alors être supérieur à celui d'avant. Mais un « revenu » calculé de cette manière a-t-il encore une quelconque pertinence ?

C'est pour cette raison qu'aucun pays ne recense le travail non rémunéré dans son PIB, mais dans d'autres statistiques prévues à cet effet<sup>1</sup>. En Suisse, l'Office fédéral de la statistique (OFS) fait figurer le travail non rémunéré et sa valeur monétaire estimée dans le compte satellite de la production des ménages<sup>2</sup>.

Des voix critiques pourraient rétorquer que les prestations de l'État figurent dans le PIB alors qu'elles n'ont pas non plus de prix du marché. Mais, contrairement au travail non rémunéré, les dépenses publiques occasionnent des flux monétaires (salaires des fonctionnaires, etc.). Elles doivent donc être répertoriées dans les comptes centraux de la comptabilité nationale<sup>3</sup>.

## Et les offres « gratuites » ?

On reproche aussi au PIB son manque d'exhaustivité puisque les offres numériques gratuites n'y figurent pas. Il est vrai qu'une recherche sur Internet ou un réseau social génère également une utilité, gratuite pour le consommateur final. Cette réflexion oublie toutefois que c'est souvent la publicité qui

fait le chiffre d'affaires des sociétés concernées. Les revenus ainsi générés et le coût des intrants nécessaires peuvent tout à fait être chiffrés et sont pris en compte dans le PIB. De même, certaines chaînes de télévision privées sont gratuites pour les spectateurs, mais leur financement est là aussi assuré par la publicité, en plus des subventions.

Dans le contexte de la numérisation et de l'internationalisation des activités économiques, certaines questions sont tout à fait justifiées. Les processus commerciaux des sociétés sont toujours plus complexes et mondialisés, ce qui peut compliquer leur prise en compte dans le PIB. C'est d'ailleurs pourquoi la comptabilité nationale évolue sans cesse, dans le monde entier.

## Quid de l'équité et de la durabilité ?

Une autre critique mentionnée en début d'article relevait que le PIB ignore les questions d'équité, de participation et de durabilité. Qu'en est-il vraiment ?

Le PIB enregistre en premier lieu les transactions commerciales, de sorte que les évolutions sociales et environnementales qui ont lieu hors marché n'y figurent effectivement pas. Si l'assainissement des sols pollués par des entreprises spécialisées est pris en compte, la biodiversité du pays ou la participation politique de sa population en sont exclues. Il ne s'agit toutefois pas d'une « erreur », puisque l'objectif du PIB est uniquement de recenser la création de valeur macroéconomique.

Il en va de même pour les réflexions relatives à la durabilité, au changement climatique ou à l'égalité des sexes, qui ne font pas partie intégrante du PIB. Or, personne ne discute le fait que le bien-être d'une population ne dépend pas que de critères économiques, mais de multiples facteurs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les responsables politiques ne fondent pas leurs décisions sur le seul PIB par habitant, mais tiennent compte de diverses données et statistiques selon la thématique abordée. D'un point de vue économique, il est notamment important de

<sup>1</sup> Voir la recommandation de la commission « Stiglitz-Sen-Fitoussi » sur le sujet : Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009).

<sup>2</sup> Voir l'article de Jacques Roduit, Ueli Schiess et Jerry Suk (OFS) dans ce numéro (p. 14–17).

<sup>3</sup> Le cas du logement occupé par son propriétaire (« valeur locative ») est également particulier.

## Exemples pratiques : comment le PIB réagit-il à la pandémie de coronavirus ?

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse s'est contracté de 2,4 % en 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, ce qui constitue son plus fort repli depuis 45 ans. Quel a été l'impact de l'augmentation du nombre de cas, des fermetures de magasins et des restrictions de voyage sur cet indicateur ?

### Le nombre de cas de Covid-19 grimpe à 1000 par jour

- Pratiquement aucun effet direct sur le PIB.
- Des effets indirects sont possibles : les personnes qui restent à la maison par précaution ou qui craignent pour leur emploi consomment moins, et le PIB diminue. On ignore toutefois dans quelle mesure de tels changements de comportement interviennent réellement.

### Les hospitalisations et les absences dues au coronavirus se multiplient

- Si la main-d'œuvre absente ne peut pas être remplacée, la production est entravée ou interrompue. Le PIB diminue.
- Les malades soignés par des médecins ou hospitalisés entraînent une hausse de la création de valeur dans le secteur de la santé, et le PIB augmente.



### Des magasins et des entreprises de services doivent fermer dans certains secteurs

- Les dépenses de consommation s'effondrent dans les secteurs touchés. La création de valeur des entreprises concernées et de leurs fournisseurs recule. Les excédents nets d'exploitation se compriment. Le PIB diminue.
- En cas de chômage partiel ou de perte d'emploi, la rémunération des salariés baisse.
- Les effets sont atténués si d'autres canaux de distribution prennent le relais, comme le commerce en ligne.

### Le télétravail devient obligatoire, recommandation d'éviter les contacts

- Les consommateurs délaissent les secteurs impliquant de nombreux contacts. La demande augmente dans certains domaines (électronique, etc.).

- Les bus et les trains sont vides : la création de valeur diminue dans le secteur des transports, et le PIB avec elle. Les repas pris à la maison font reculer la création de valeur dans les restaurants ; celle-ci progresse cependant dans le commerce des denrées alimentaires.
- Si la productivité des travailleurs en télétravail baisse, le PIB diminue.

### Restrictions de voyage

- Les touristes étrangers sont absents : les exportations de services touristiques et la création de valeur dans le tourisme se contractent. D'un autre côté, davantage de touristes indigènes passent leurs vacances en Suisse, et le tourisme d'achat est au point mort. L'un dans l'autre, le PIB recule.
- Les livraisons et les services à l'étranger sont entravés. Les exportations et le PIB diminuent.



### Aides de l'État

- Ni les crédits Covid-19 ni les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail et pour les cas de rigueur n'ont d'effet direct sur le PIB.
- Les aides étatiques contribuent néanmoins à stabiliser l'économie et à préserver le pouvoir d'achat de la population : le recul du PIB et de la consommation est ainsi limité.

### Couverture vaccinale de la population

- La création de valeur des fabricants de vaccin augmente. La consommation publique s'accroît également, étant donné que l'État prend en charge les coûts de la vaccination.
- Si la vaccination permet d'enrayer la pandémie et que plus aucune restriction grevant l'économie ne doit être mise en place, le PIB peut poursuivre sa reprise.



connaître les données relatives à l'emploi, au chômage, à la formation, à la répartition des revenus ou encore au comportement en matière d'investissement.

Une vaste palette de statistiques sur la satisfaction des individus existe dans la « mesure du bien-être » de l'OFS. Celle-ci englobe une série d'indicateurs de bien-être, certes essentiels, mais incomplets. On y trouve par exemple la fréquence des visites de musées, la confiance dans les institutions ou encore la pollution sonore. La question de la pondération de ces différents aspects reste subjective et doit être abordée dans des discussions concrètes au niveau politique.

Par ailleurs, comme il n'existe aucune unité cohérente et objective pour la mesure du bien-être (à l'instar des prix du marché pour la création de valeur économique), il serait impossible d'intégrer des indicateurs

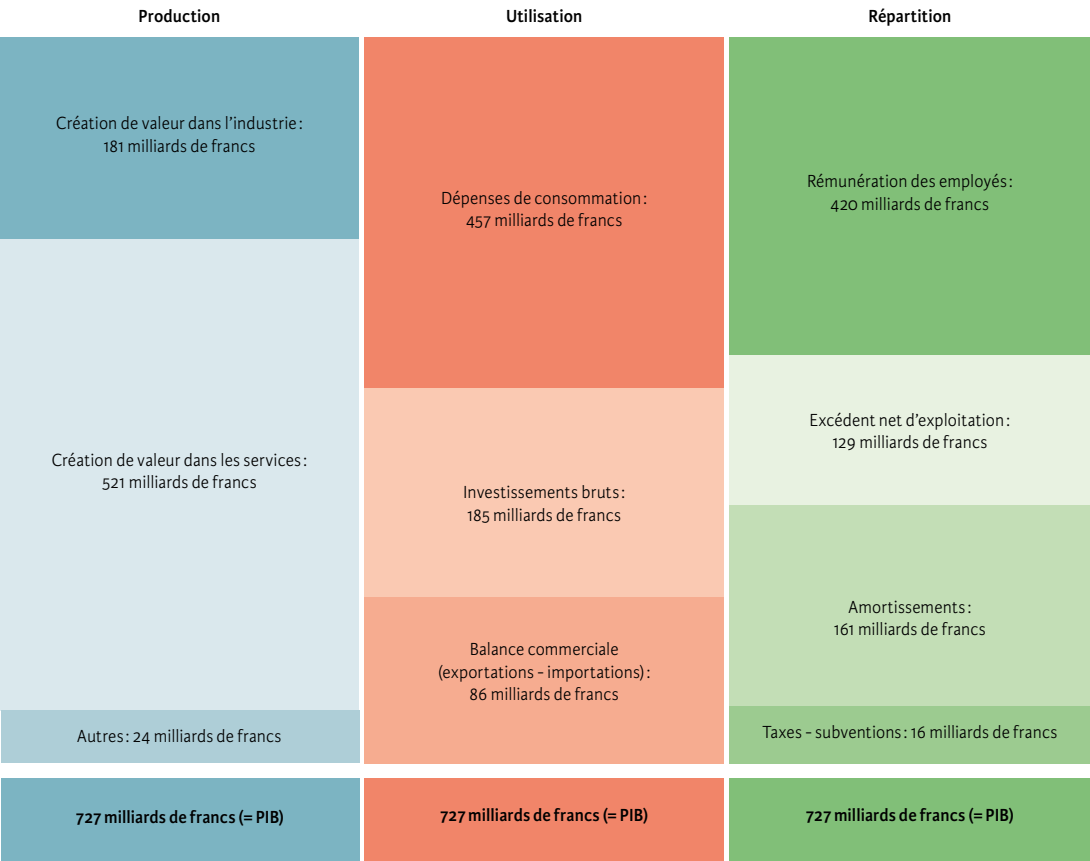
tels que celui de l'OFS dans le PIB. Cela serait même contre-productif et affaiblirait les concepts statistiques du PIB, ce qui restreindrait sa valeur informative. Il n'en reste pas moins que les évolutions dans le domaine de la mesure du bien-être sont à saluer<sup>4</sup>.

Une qualité de vie élevée

Les critiques émises à l'encontre du PIB ne sont parfois que l'expression d'un scepticisme global vis-à-vis de la croissance économique et des objectifs de prospérité. Elles se focalisent alors non pas sur ce que le PIB recense statistiquement, mais sur ce vers quoi une société doit tendre. Si ce questionnement est souhaitable et même fondamental, il n'a toutefois rien à voir avec les discussions statistiques sur le PIB en tant qu'indicateur. La statistique du PIB fait ce qu'on lui demande :

4 Jorgenson (2018).

Comptes centraux de la comptabilité nationale, en valeur nominale (2019)



Représentation simplifiée, chiffres arrondis. Les données présentées sont antérieures à la pandémie de coronavirus, car elles sont ainsi plus significatives. Les chiffres pour 2020 sont disponibles sur [www.bfs.admin.ch](http://www.bfs.admin.ch).



mesurer la performance économique d'un pays. Quant à savoir s'il faut aspirer à une augmentation de cette performance, il s'agit là d'une question politique.

D'un point de vue économique, il convient encore de relever que le PIB par habitant présente – du moins à long terme – une forte corrélation avec de nombreux autres indicateurs de la qualité de vie de la population. Ainsi, la prospérité de la société augmente lorsque la production de biens et de services progresse<sup>5</sup>.

Enfin, un PIB par habitant élevé permet à un État de faire des dépenses qui profitent à la collectivité, par exemple en matière de sécurité publique, d'éducation, de soins ou de couverture sociale. Les pays présentant un PIB par habitant élevé enregistrent généralement moins de pauvreté, une espérance de

vie plus élevée et une meilleure qualité de vie de la population à bien des égards. Si le PIB ne constitue pas une mesure du bien-être et n'a pas vocation à refléter tous les aspects de la qualité de vie, force est de constater qu'il reste un indicateur clé dans ce domaine.

<sup>5</sup> Jones et Klenow (2016). Voir également l'article de Bruno Frey et Fabian Scheidegger (Crema) dans ce numéro (p. 22–25).



**Ronald Indergand**  
Chef du secteur  
Conjoncture, Secrétariat  
d'État à l'économie (Seco),  
Berne

**Felicitas Kemeny**  
Cheffe suppléante du  
secteur Conjoncture,  
Secrétariat d'État à  
l'économie (Seco), Berne

#### Bibliographie

Jones C. I. et Klenow P. J. (2016). « Beyond GDP? Welfare across countries and time ». *American Economic Review*, 106 (9) : 2426–2457.

Jorgenson D W. (2018). « Production and welfare: progress in economic measurement ». *Journal of Economic Literature*, 56 (3) : 867–919.

Stiglitz J. E., Sen A. et Fitoussi J.-P. (2009). *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*.